

Questions orales

M. Axworthy: Monsieur le Président, je voudrais interroger le secrétaire d'État aux Affaires extérieures sur une autre question importante. A la lumière des entretiens récents avec le ministre des Affaires étrangères d'Israël et des demandes que nous ont présentées d'autres alliés, notamment les États-Unis et l'Égypte, au sujet de l'engagement du Canada de remplacer le contingent australien dans les forces de maintien de la paix au Sinaï, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut-il nous dire aujourd'hui si son gouvernement prendra effectivement cet engagement au nom du Canada et participera au maintien de la paix dans cette région du globe?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je remercie le député de sa question. Il a rappelé opportunément que la demande nous avait été faite et par l'Égypte et par Israël ainsi que par d'autres pays intéressés. Il sait que l'engagement des Australiens prend fin dans un peu moins de treize mois. Le gouvernement du Canada envisage sérieusement de donner suite à cette demande. Nous prévoyons que les gouvernements intéressés nous répondront dans les semaines à venir, et certainement à temps pour que les pays qui pourraient être touchés puissent prendre leurs décisions.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry): Monsieur le Président, je remercie l'honorable ministre de sa réponse. Si je comprends bien, le gouvernement envisage sérieusement de faire sa part. Nous voudrions savoir, à ce stade-ci, ce que le gouvernement et nos alliés prévoient en ce qui a trait à la composition des forces, au genre de contingent qui serait envoyé et aux d'engagements qu'il faudrait prendre. Peut-il nous dire en quoi consistaient ces demandes et si nous sommes désormais en mesure d'y répondre?

• (1440)

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, contrairement à l'usage des gouvernements précédents, j'ai pour habitude de mettre la Chambre des communes dans la confiance lorsqu'il y a une annonce à faire dans des domaines comme le système d'alerte du Nord, l'initiative de défense stratégique et ainsi de suite.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Clark (Yellowhead): C'est une habitude que le gouvernement a remise à l'ordre du jour et que nous comptons maintenir. Nous examinons attentivement cette demande pour le moment. Une fois cette étude terminée, j'informerai les députés de tous les aspects de cette décision.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LES PLUIES ACIDES—LES ENTRETIENS CANADO-AMÉRICAINS

M. Neil Young (Beaches): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Environnement. Aux dernières

nouvelles, il semblerait que, au cours de la rencontre au sommet du premier ministre et du président des États-Unis en fin de semaine, il sera encore question d'étudier davantage les effets des pluies acides au Canada. On a déjà étudié *ad nauseam* les effets des pluies acides et la dernière chose à faire au Canada et aux États-Unis, c'est entreprendre une autre étude. La ministre pourrait-elle nous assurer, lorsqu'elle rencontrera M. Reagan dimanche prochain, qu'elle exigera du gouvernement américain, non pas une autre étude, mais un programme en bonne et due forme pour trouver finalement une solution à ce problème très grave?

[Français]

L'hon. Suzanne Blais-Grenier (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, à mon avis, si mon collègue du Nouveau parti démocratique compare la performance de l'ancien gouvernement avec ce que nous avons accompli en six mois, il a toutes les raisons d'être très optimiste.

[Traduction]

M. Young: Nous savons ce qu'a fait le gouvernement précédent et vous ne faites guère mieux.

ON DEMANDE QUE LE GOUVERNEMENT EXIGE DES MESURES CONCRÈTES

M. Neil Young (Beaches): Nous aimerions que la ministre de l'Environnement nous dise si les ministériels vont cesser de faire des minauderies . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Young: . . . en exigeant du gouvernement des États-Unis des mesures concrètes à propos des pluies acides.

[Français]

L'hon. Suzanne Blais-Grenier (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, je ne sais trop comment répondre à cette question. Je pense que les Canadiens se sont montrés, au cours des récents sondages, très contents de l'approche de notre gouvernement, et que nous aurons la même approche lundi à Québec.

* * *

[Traduction]

L'AGRICULTURE

LES DROITS D'INSPECTION DU BÉTAIL

M. Bill Vankoughnet (Hastings-Frontenac-Lennox et Addington): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Les droits d'inspection de 67c. par tête de bétail, ou un minimum de \$125 pour un troupeau de moins de 100 bêtes, qu'on se propose d'imposer porteraient un dur coup aux petites usines inspectées par les autorités provinciales et qui appliquent les normes de classement d'Agriculture Canada. Le ministre pourrait-il étudier la proposition de l'Ontario Freezer Meat Association, selon laquelle les inspecteurs du service d'inspection des viandes de la province effectueraient le classement dans les usines au moment de l'inspection?